



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

LE SECRETAIRE GENERAL

Marseille, le 05 DEC. 2018

Monsieur,

Par mel du 29 novembre 2018, vous avez de nouveau souhaité que la Commission de Suivi de Site (CSS) ou ses formations spécialisées, traite des questions économiques et financières en rapport avec les activités d'une société privée Alteo.

Je vous rappelle les textes qui vous ont déjà été évoqués par les différents représentants de l'autorité préfectorale qui président ces structures créées autour d'installations industrielles conformément au code de l'environnement.

La Commission de Suivi de Site prévue par l'article 9.8.2 de l'arrêté préfectoral en date du 28 décembre 2015 sus-visé et conformément à son arrêté constitutif a pour mission de :

« - créer entre les différents représentants des collèges mentionnés à l'article 2 du présent arrêté, un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement, (dangers ou inconvénients pour le voisinage, la sécurité, la santé, la salubrité, la nature, l'environnement, les paysages....).

- suivre l'activité des installations lors de leur exploitation ou de leur cessation,
- promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 précité du code de l'environnement,

Elle est tenue régulièrement informée :

- des décisions individuelles dont ces installations font l'objet, en application des dispositions législatives du titre 1 du livre V du code de l'environnement,
- des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de ces installations et notamment de ceux mentionnés à l'article **R.512-69 du code de l'environnement.**"

Par ailleurs, je vous rappelle que la circulaire ministérielle du 15 novembre 2012 précise que :

« 1.6 Thématiques d'échanges et de concertation

*Si la Commission doit se réunir afin d'être informée des actions menées par les exploitants en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1, le suivi de l'activité de l'installation, l'information du public sur lesdits intérêts, la Commission pourra **aborder librement tous les sujets relatifs aux intérêts couverts par le code de l'environnement.** A cet égard, l'inspection pourra présenter les actions sur le site de la ou des installations objets de la Commission. L'exploitant pourra être invité à présenter son bilan annuel. »*

.../...

En résumé, comme cela vous l'a été régulièrement précisé, la CSS (et ses formations spécialisées) permettent comme les 20 autres CSS du département, le suivi et les échanges sur les questions relatives à l'application des arrêtés préfectoraux ICPE concernés dont celui du 28 décembre 2015 pour l'usine de Gardanne et de 2016 pour Mange Garri et toutes les questions liées aux potentielles nuisances susceptibles d'être générées conformément au cadre fixé par le code de l'environnement. Les garanties financières encadrées par les arrêtés préfectoraux et destinées à la mise en sécurité environnementale entrent bien dans ce champ.

Les questions liées au code du commerce, au code des impôts, au code de la propriété industrielle, au droit des sociétés, à la finance internationale, aux stratégies industrielles mondialisées n'entrent pas dans ce champ, les membres ayant été choisis dans une optique environnementale.

Enfin, je vous rappelle que l'ordre du jour de la CSS et de ses formations spécialisées est arrêté par les membres du Bureau, structure composée de façon paritaire pour représenter chacun des collèges (à la majorité si défaut d'accord) et non par la décision unilatérale d'un membre de la CSS et sauf les cas obligatoires prévus par les textes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence



Serge GOUTEYRON

Monsieur Michel MAZZOLENI
représentant d'UCL